

QUELLE FISCALITE POUR VOS TITRES AU NOMINATIF PUR ?

Votre e-relevé fiscal

Votre e-relevé fiscal est mis à votre disposition sur le site Internet www.sharinbox.societegenerale.com, rubrique « Téléchargement / Relevés en ligne », et est ainsi accessible, 7j/7, 24h/24. Vous pouvez consulter, enregistrer et imprimer vos relevés en ligne au format PDF d'un simple clic. Vous serez par ailleurs informé de la mise en ligne de tout nouveau relevé par courrier électronique, adressé à l'e-mail de contact renseigné dans la rubrique « Informations personnelles » du site Internet www.sharinbox.societegenerale.com. Si vous ne recevez pas de courrier électronique ou si votre e-mail a changé, vous êtes invités à vous connecter au site et à le mettre à jour.

TYPE D'OPERATION

MODALITES D'IMPOSITION ET DE DECLARATION⁽¹⁾

ACHAT OU SOUSCRIPTION

L'acquisition, à titre onéreux, de titres ou parts d'OPCVM au nominatif pur est susceptible d'être considérée comme une opération taxable au regard de l'application de la taxe sur les transactions financières (TTF) de 0,30% du montant brut de la transaction, sauf cas légaux d'exonération⁽²⁾.

PLUS/MOINS-VALUE DE CESSION

Cette plus-value, réalisée lors de la cession de vos actions, correspond à la différence entre le prix net de cession de vos actions et leur valeur au jour de l'acquisition ou de la souscription. Si cette différence est négative (moins-value), elle pourra être imputée des plus-values de même nature.

- Imposition obligatoire de la plus-value au barème progressif de l'impôt sur le revenu, quel que soit le montant des cessions de valeurs mobilières réalisées dans l'année.
 - [Déclaration 2042 K – cadre 3 – 3VG] : Plus-value après application éventuelle des abattements.
 - [Déclaration 2042 K – cadre 3 – 3SG] : Abattement pour durée de détention de droit commun.
 - [Déclaration 2042 K – cadre 3 – 3VH] : Moins-value de cession 2015 brute.
- Prélèvements sociaux de 15,5% dont 5.1% de CSG déductible, recouvrés par l'administration fiscale.



Il vous appartient de déterminer les prix de revient fiscaux de vos titres, sous votre responsabilité, et de les communiquer à votre établissement bancaire. A défaut, en cas de vente de vos titres, le prix de revient considéré sera de 0.

ZOOM SUR ...

... L'ABATTEMENT POUR DUREE DE DETENTION

Les plus-values de cession bénéficient d'un **abattement** proportionnel à un taux progressif en fonction de la durée de détention des actions cédées. La durée doit être décomptée à partir de la date réelle d'acquisition ou de souscription du titre, et doit être opérée par le contribuable, sous la responsabilité exclusive de ce dernier, selon les modalités suivantes :

DUREE DE DETENTION DES TITRES	% D'ABATTEMENT
Inférieure à 2 ans	0%
>= à 2 ans < 8 ans	50%
Supérieure à 8 ans	65%

Sont imposables au barème progressif de l'impôt sur le revenu les gains nets réalisés de cession de valeurs mobilières, droits sociaux et assimilés, **notamment** :

- la cession de valeurs mobilières, cotées ou non cotées ;
- la cession ou le rachat de droits sociaux ;
- la cession ou le rachat de titres d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) ;
- les plus-values de cession de titres distribués par les sociétés de capital-risque pour les actionnaires personnes physiques résidents fiscaux français ;
- les plus-values réalisées par les fonds de placement immobilier (FIP) lors de la cession de valeurs mobilières ;
- les plus-values et créances imposables lors du transfert du domicile fiscal hors de France (« exit tax »).

Les cessions de titres acquis en exercice de souscription d'actions ou bons de souscriptions de créateur d'entreprise, par exemple, ne peuvent bénéficier de cet abattement. **Suite à la décision du Conseil d'Etat du 12 novembre 2015, l'abattement pour durée de détention n'est plus applicable aux moins-values de cession.**

DIVIDENDE

Le dividende correspond à la quote-part des bénéfices de la société redistribuée à chaque actionnaire. C'est l'assemblée générale annuelle de la société qui décide de la distribution du dividende et qui en fixe le montant unitaire.

- Acompte obligatoire d'impôt sur le revenu, prélevé à la source au taux de 21%, non libératoire de l'impôt sur le revenu.



Exceptions : les ménages dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année précédant le paiement est inférieur à 75 000 EUR (couples soumis à imposition commune) ou 50 000 EUR (personnes seules) peuvent en être dispensés sous réserve de remettre à l'établissement payeur une demande de dispense d'acompte d'impôt sur le revenu téléchargeable sur le site Internet www.sharinbox.societegenerale.com avant le 30

[Déclaration n° 2042 K – cadre 2 – 2 DC] : Revenus des actions et parts ouvrant droit à l'abattement, si le dividende y est éligible
OU [Déclaration n° 2042 K – cadre 2 – 2 TS] : Distributions de revenus n'ouvrant pas droit à l'abattement, le cas échéant

[Déclaration n° 2042 K – cadre 2 – 2CG/2BH, selon le cas] : Revenus des lignes 2DC et 2TS soumis aux prélèvements sociaux avec CSG déductible ou non, selon le cas.

[Déclaration n° 2042-K – cadre 2 – 2CK] : Montant du prélèvement forfaitaire non libératoire supporté en 2015, ce prélèvement ouvre droit à crédit d'impôt

- Prélèvements sociaux de 15,5%, dont 5.1% de CSG déductible, retenus à la source par l'établissement payeur.

(1) Ce document décrit la fiscalité en vigueur au 01/01/2017 pour les actionnaires personnes physiques résidentes fiscales françaises détenant des titres au nominatif pur hors titres détenus dans le cadre d'un Plan Epargne Groupe, exonérés d'impôt sur le revenu par nature, sous réserve du respect de la durée de conservation des titres pendant 5 ans. Les modalités de déclaration sont fournies à titre indicatif et sont relatives aux revenus de 2015 à déclarer en 2016. Ce guide sera mis à jour en avril 2017 afin de préciser les cas à remplir de la déclaration de vos revenus 2016, à déclarer en 2017.

Pour remplir votre déclaration de revenus, reportez-vous à la notice explicative mise à votre disposition en ligne ou au format papier par l'administration fiscale française, ainsi qu'à vos justificatifs transmis par votre / vos établissement(s) bancaire(s).

(2) Les cas d'exonération légaux sont limitativement listés par la loi et portent sur la création d'actions nouvelles, les transactions réalisées dans le cadre de l'épargne salariale sous certaines conditions, les cessions temporaires de titres, notamment.

Les informations délivrées dans la présente communication sont des informations à caractère général et vous sont fournies à titre indicatif. Ce document ne détaille pas la réglementation spécifique qui peut s'appliquer à votre cas particulier et ne saurait, en conséquence, constituer, sous aucune circonstance que ce soit, un conseil juridique ou fiscal, un avis ou une recommandation de la part de Société Générale. Si vous n'êtes pas soumis au régime fiscal présenté dans ce document, l'information contenue peut ne pas vous être applicable. Aussi, il est fortement recommandé de consulter un conseil professionnel pour toute question fiscale ou réglementaire relative à votre situation. L'information transmise est sujette à des évolutions réglementaires locales ou internationales, pouvant intervenir à tout moment. Aussi, Société Générale ne saurait s'engager sur la véracité, l'exactitude et la complétude de l'information délivrée et ne saurait être tenue pour responsable des conséquences liées aux utilisations que vous feriez du contenu de cette information. Société Générale ne peut être tenue pour responsable des pertes, dommages qui pourraient survenir de manière directe ou indirecte du fait du contenu de cette communication ou de l'utilisation qui en serait faite.